

Livio Zanolari a communiqué pour six conseillers fédéraux

«Les fuites sont dangereuses pour l'indépendance du journaliste»

Le Grison de 57 ans en a passé seize au Palais fédéral, comme correspondant TV, puis chef de communication. Au moment de quitter Berne, il livre ses réflexions critiques sur le couple politique et médias.

Jean-Claude Pécelet

jean-claude.pecelet@lematindimanche.ch

Vous avez travaillé pour des conseillers fédéraux aussi différents que Flavio Cotti, Christoph Blocher ou Micheline Calmy-Rey. Faut-il partager les idées de son chef pour bien communiquer?

Un responsable de l'information n'a pas un mandat politique. Sa fonction est liée à l'administration, il doit communiquer les décisions et leur argumentaire au Parlement et au public. Une certaine sympathie avec le conseiller fédéral peut faciliter la tâche, il faut avoir du feeling.

Avec Christoph Blocher, il y avait plus que cela, puisque vous avez quitté le PDC en 2011 pour adhérer à l'UDC.

Quand j'ai commencé à travailler pour lui, j'avais aussi des préjugés dus à son image négative dans les médias, surtout en Suisse romande. Puis j'ai appris à le connaître, je peux dire que c'est devenu un ami, après beaucoup d'années. Mais nos contacts sont toujours restés très professionnels.

Qu'est-ce qui vous convainc chez lui?

Sa capacité de prévoir à long terme. S'il n'avait pas mené campagne contre l'Espace économique européen en 1992, la Suisse serait probablement membre de l'Union européenne aujourd'hui et devrait en reprendre automatiquement le droit, y compris dans la politique monétaire.

Parlons de votre travail. En douze ans, il y a eu bien des changements dans la Berne fédérale. Lequel vous a le plus frappé?

L'arrivée d'Internet. Avant, les nombreux acteurs politiques qui voulaient faire passer un message devaient se battre pour attirer l'attention des deux ou trois grands groupes de presse qui possèdent la plupart des médias, le rapport de force était inégal. Aujourd'hui, même si les médias restent importants, Internet donne à chacun la possibilité d'informer ou de s'informer directement et facilement. Quand je suis arrivé au Département de justice et police, il y avait 21 sites Web différents! Nous en avons créé un seul et mis de l'ordre par thèmes, la consultation a rapidement augmenté à 100 000 pages vues par jour. A cela s'ajoutent les initiatives personnelles des politiciens, comme Télé Blocher dont chaque émission est vue par des dizaines de milliers de personnes. Internet a complètement changé la donne.

Dans un livre critique*, Judith Barben dénonce l'explosion du nombre de «communicants» dans l'Administration fédérale. On est passé d'une centaine dans les



EN DATES

22 juin 1955

► **Naissance**
A Poschiavo (GR).

1979

► **Formation**
Diplôme de maître secondaire à l'Université de Zurich, suivi d'un diplôme de journaliste en 1988 à Lugano.

1986-1997

► **Correspondant**
A Coire pour la RTSI, puis au Palais fédéral pour la TV de Suisse italienne.

1997-2008

► **Porte-parole**
De Flavio Cotti (1997-1999), de Joseph Deiss (1999-2002), de Micheline Calmy-Rey (2002-2003), de Ruth Metzler (2003), de Christoph Blocher (2003-2007).

2008-2012

► **Indépendant**
Crée sa société de communication, dont Christoph Blocher est un client.

1er sept. 2012

► **Repower**
Chef de communication du groupe d'énergie grison.

Livio Zanolari:

«Seul compte en définitive le contenu. Si vous vous limitez à faire un show, l'effet retombera après quelques jours.»

René Ruis

années 90 à environ 700 aujourd'hui. Qu'en pensez-vous?

Si ces chiffres sont exacts, c'est trop. Quand j'ai quitté le DFJP, la communication représentait au total 16 postes de travail, le chef de département en avait plutôt réduit le nombre. On ne peut pas démultiplier l'information, la quantité ne remplace pas la qualité.

Le conseiller fédéral Leuenberger affirmait lui-même qu'il «existe dans les départements des états-majors de propagande qui influencent les médias, y compris avec des contre-vérités».

Une seule chose compte en définitive: le contenu. Les mots gardent toujours leur puissance et leur intérêt après avoir été prononcés ou écrits. Dans la communication si vous vous limitez à faire un show, l'effet retombera après quelques jours. Et si les mots que vous utilisez induisent en erreur, cela finira par se retourner contre vous. J'écris parfois des aphorismes sur mon métier, dont celui-ci: «La vérité est toujours nue, sinon elle ne se travestit que d'apparences».

«La vérité sort nue du puits, c'est pourquoi il y a tant de monde pour l'habiller», disait l'écrivain Grégoire Lacroix. Vous n'avez jamais menti dans le cadre de votre activité professionnelle?

J'ai souvent dû refuser de répondre, ce qui est frustrant, mais mentir... non. Lors de l'affaire Hildebrand par exemple (*Christoph Blocher reprochait au président de la Banque nationale un délit d'initié, ndr.*), nous étions harcelés de demandes d'interviews, de prises de position. J'ai dû dire non 250 à 300 fois au moins à des journalistes.

A propos de cette affaire, vous répondiez le 24 décembre 2011 à Blick que «Christoph Blocher n'en sait pas plus que ce qui est écrit dans la presse». La suite a montré que c'était faux, il en savait beaucoup plus, puisqu'il avait rencontré l'informateur dès le début. Avez-vous menti?

Non, c'était mon interprétation de ce que je savais à ce moment-là.

Christoph Blocher ne vous avait donc pas mis dans le secret?

Oui, mais ce n'était pas à lui de m'informer du moment que je ne lui avais pas posé la question.

Les fuites sont devenues routinières en politique fédérale. Le regrettez-vous?

Oui. Ce qui est confidentiel doit le rester: «Une demi-vérité cache toujours un vrai mensonge». Les fuites sont généralement orientées, et dangereuses surtout pour l'indépendance du journaliste. Il peut être amené à «renvoyer l'ascenseur» sous la forme d'un commentaire favorable à la source dont il a profité. Je l'ai constaté à plusieurs reprises comme porte-parole. Si une fuite survient, on devine assez vite sa provenance. Le climat de travail en pâtît, une concurrence malsaine s'installe.

Vous étiez vous-même journaliste à la TV de Suisse italienne avant de passer de l'autre côté de la barrière. Avantage ou handicap?

Je n'aime pas l'expression «passer de l'autre côté de la barrière». En définitive, porte-parole et journaliste ont le même rôle, qui est d'informer le public. J'ai le droit d'essayer de persua-

« Dans l'affaire Hildebrand, nous étions harcelés de demandes. J'ai dû dire non 250 à 300 fois à des journalistes »

der les médias si j'ai les bons arguments, libre à eux d'en faire leur interprétation. Un bon exemple de cette démarche a été le vote sur l'adhésion à l'ONU en 2002 quand le conseiller fédéral Deiss dirigeait les Affaires étrangères. Nous avons fortement travaillé l'argumentation et sillonné le pays dans tous les sens, le message a passé.

Avec l'affaire Hildebrand, c'était un des moments les plus intenses de votre carrière?

La préparation du G8 d'Evian en 2003 le fut également. Deux ans plus tôt, le sommet de Gènes avait attiré 400 000 manifestants, il y avait eu un mort, énormément de dégâts. Sous la direction de la conseillère fédérale Calmy-Rey nous coordonnions l'information avec la France et les cantons et savions que le point le plus délicat à gérer ne serait pas Evian, mais Genève et le littoral suisse du Léman. Nous avons adopté une démarche proactive et transparente, pour que la population sache à quoi s'attendre, en matière de restriction de circulation par exemple. Lors du sommet, il y a eu des débordements, mais globalement la situation est restée sous contrôle, ce qui n'était pas évident au départ. Communiquer n'est pas une opération mathématique, deux et deux font rarement quatre dans ce domaine.

La communication devient toujours plus formaliste: questions par écrit, réponses prédigérées, relecture... N'est-on pas en train de tuer la transparence que l'on prétend afficher?

J'espère que non. Dans mon activité, j'ai essayé de favoriser les entretiens informels – à ne pas confondre avec les fuites orientées – avec la cheffe ou le chef du Département. Le «know-how» des dossiers se trouve dans l'administration, il faut collaborer étroitement avec elle et remettre l'information dans son contexte. C'est un point essentiel.

A 57 ans, vous quittez la Berne fédérale et devenez dès le 1er septembre responsable de la communication du groupe énergétique grison Repower. Pourquoi?

C'est une entreprise très dynamique et très importante pour la production, le transport et la garantie de distribution d'énergie. Repower est active dans plusieurs pays et a beaucoup de projets, surtout dans les énergies renouvelables. Pour moi, c'est aussi une forme de retour aux sources puisque son siège est à Poschiavo, la vallée d'où je viens. ●

* «Les Spin Doctors du Palais fédéral», Xenia. 2010